

Art. 15. De Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 april 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,
B. ANSELME

F. 95 — 1387

[C — 27209]

6 AVRIL 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon instituant le congé politique pour les membres du personnel des organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 96 inséré par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu la loi du 21 juin 1937 relative à la création du Port autonome de Liège, modifiée par la loi du 10 janvier 1969;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1er, alinéa 1er, remplacé par la loi du 22 juillet 1993;

Vu la loi du 12 février 1971 portant création du Port autonome de Charleroi, modifiée par la loi du 20 juin 1978;

Vu la loi du 20 juin 1978 portant création du Port autonome de Namur et modifiant la loi du 12 février 1971 portant création du Port autonome de Charleroi;

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement, modifié par les décrets des 1er décembre 1988, 4 juillet 1991, 29 octobre 1992, 7 juillet 1994 et 24 novembre 1994;

Vu le décret du 23 avril 1986 portant constitution d'une Société wallonne des Distributions d'Eau, modifié par les décrets des 5 novembre 1987 et 25 juillet 1991;

Vu le décret du 16 décembre 1988 portant création de l'Office régional de l'Emploi, modifié par les décrets des 4 novembre 1993 et 26 mai 1994;

Vu le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne;

Vu l'arrêté royal fixant les principes généraux;

Vu le protocole n° 167 du 24 février 1995 du comité de secteur XVI;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 mars 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 février 1995;

Vu l'approbation du Ministre fédéral des Pensions;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, du Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget, du Ministre des Travaux publics, du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture, du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1er. Les membres du personnel des organismes d'intérêt public relevant de la Région qui exercent une fonction à temps plein ont droit, dans les cas et selon les modalités fixées ci-après, à un congé politique pour l'exercice d'un mandat politique ou d'une fonction qui peut y être assimilée.

Par "membres du personnel", au sens du présent arrêté, il faut entendre : les agents définitifs ou stagiaires et les membres du personnel engagés par contrat de travail.

Art. 2. Par "congé politique pour l'exercice d'un mandat politique ou d'une fonction qui peut y être assimilée", il faut entendre :

1° soit une dispense de service qui n'a aucune incidence sur la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel;

2° soit un congé politique facultatif accordé à la demande des membres du personnel;

3° soit un congé politique d'office auquel les membres du personnel ne peuvent pas renoncer.

Art. 3. A la demande des membres du personnel, une dispense de service est accordée pour l'exercice des mandats politiques suivants :

1° conseiller communal qui n'est ni bourgmestre, ni échevin ou membre d'un conseil de l'aide sociale autre que le président, dans une commune comptant :

a) jusqu'à 10.000 habitants : un demi-jour par mois;

b) 10.001 habitants ou plus : un jour par mois;

2° bourgmestre, échevin ou président du conseil de l'aide sociale d'une commune comptant jusqu'à 30.000 habitants : un jour par mois;

3° échevin ou président du conseil de l'aide sociale d'une commune de 30.001 habitants à 50.000 habitants : un jour par mois;

4° membre du Conseil de la Communauté germanophone, autre que le président : un jour par mois;

5° conseiller provincial non membre de la députation permanente : un jour par mois.

La dispense de service se prend à la convenance de l'intéressé par jour ou demi-jour. Elle ne peut être reportée d'un mois à l'autre sauf lorsqu'elle est accordée pour l'exercice d'un mandat de conseiller provincial.

Art. 4. A la demande des membres du personnel, un congé politique facultatif est accordé pour l'exercice des mandats politiques suivants :

1° bourgmestre d'une commune comptant :

- a) jusqu'à 30.000 habitants : de un à quatre jours par mois;
- b) de 30.001 à 50.000 habitants : quart d'un emploi à temps plein;
- c) de 50.001 à 80.000 habitants : moitié d'un emploi à temps plein;

2° échevin ou président du conseil de l'aide sociale dans une commune comptant :

- a) jusqu'à 10.000 habitants : de un à trois jours par mois;
- b) de 10.001 à 50.000 habitants : un à quatre jours par mois;
- c) de 50.001 à 80.000 habitants : quart d'un emploi à temps plein;
- d) de 80.001 à 130.000 habitants : moitié d'un emploi à temps plein;

3° membre du bureau permanent d'un conseil de l'aide sociale dans une commune comptant :

- a) jusqu'à 10.000 habitants : un ou deux jours par mois;
- b) de 10.001 à 20.000 habitants : un, deux ou trois jours par mois;
- c) plus de 20.000 habitants : de un à cinq jours par mois;

4° conseiller communal qui n'est ni bourgmestre, ni échevin ou membre d'un conseil de l'aide sociale autre que le président, dans une commune comptant :

- a) jusqu'à 10.000 habitants : un demi-jour par mois.
- b) 10 001 habitants ou plus : un jour par mois.

Art. 5. Les membres du personnel sont mis en congé politique d'office pour l'exercice des mandats politiques suivants :

1° bourgmestre d'une commune comptant :

- a) de 20.001 à 30.000 habitants : deux jours par mois;
- b) de 30.001 à 50.000 habitants : quart d'un emploi à temps plein;
- c) de 50.001 à 80.000 habitants : moitié d'un emploi à temps plein;
- d) plus de 80.000 habitants : à temps plein;

2° échevin ou président du conseil de l'aide sociale dans une commune comptant :

- a) de 20.001 à 50.000 habitants : deux jours par mois;
- b) de 50.001 à 80.000 habitants : quart d'un emploi à temps plein;
- c) de 80.001 à 130.000 habitants : moitié d'un emploi à temps plein;
- d) plus de 130.000 habitants : à temps plein;

3° membre de la députation permanente d'un conseil provincial : à temps plein;

4° président du Conseil de la Communauté germanophone : à temps plein;

5° membre d'une des Chambres législatives, du Parlement européen, d'un Conseil de Communauté ou de Région autre que celui de la Communauté germanophone : à temps plein;

6° ministre ou secrétaire d'Etat fédéral, communautaire, régional ou membre de la Commission des Communautés européennes : à temps plein ;

7° membre du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale : moitié d'un emploi à temps plein;

8° membre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale : à temps plein.

Le congé politique d'office prend cours à la date de la prestation de serment qui suit l'élection ou la désignation au mandat politique visé.

Art. 6. Par dérogation à l'article 1er, les membres du personnel qui n'exercent pas une fonction à temps plein sont néanmoins mis en congé politique d'office à temps plein pour l'exercice d'un mandat politique prévu à l'article 5 pour autant qu'y corresponde un congé politique d'office d'au moins la moitié d'un emploi à temps plein.

Art. 7. Pour l'application des articles 3, 4 et 5, le nombre d'habitants est déterminé conformément aux dispositions des articles 5 et 29 de la nouvelle loi communale.

Art. 8. § 1er. Les périodes couvertes par un congé politique facultatif ou d'office ne sont pas rémunérées. Elles sont assimilées à des périodes d'activité de service.

Durant les périodes couvertes par un congé politique d'office en vue de l'exercice d'un mandat de membre du Conseil ou du Gouvernement wallon, les membres du personnel ne peuvent faire valoir leurs titres à la promotion.

§ 2. Pour les membres du personnel engagés par contrat de travail, ce dernier est suspendu pendant les périodes couvertes par le congé politique facultatif ou d'office. Celles-ci sont prises en considération comme services admissibles en vue de l'avancement de traitement.

Art. 9. § 1er. Le congé politique expire au plus tard le dernier jour du mois qui suit celui de la fin du mandat.

A ce moment, l'intéressé recouvre ses droits statutaires ou contractuels. S'il n'a pas été remplacé dans son emploi, il occupe cet emploi lorsqu'il reprend son activité. S'il a été remplacé, il est affecté à un autre emploi conformément aux dispositions fixées par le Gouvernement.

§ 2. Après leur réintégration, les membres du personnel ne peuvent pas cumuler leur traitement avec des avantages qui sont liés à l'exercice d'un mandat politique visé à l'article 5, et qui tiennent lieu d'indemnité de réadaptation.

Art. 10. Le Ministre ayant l'administration dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 avril 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique,
de l'Emploi et de la Formation professionnelle,
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,
B. ANSELME

Le Ministre des Travaux publics,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

D. 95 — 1387

[C — 27209]

6. APRIL 1995. — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung eines politischen Urlaubs für die Personalmitglieder der der Wallonischen Region unterstehenden Einrichtungen öffentlichen Interesses

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 eingefügten Artikels 96;

Aufgrund des Gesetzes vom 21. Juni 1937 über die Errichtung des autonomen Hafens von Lüttich, abgeändert durch das Gesetz vom 10. Januar 1969;

Aufgrund des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser Einrichtungen öffentlichen Interesses, insbesondere des Artikels 11 § 1 Absatz 1, ersetzt durch das Gesetz vom 22. Juli 1993;

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Februar 1971 zur Errichtung des autonomen Hafens von Charleroi, abgeändert durch das Gesetz vom 20. Juni 1978;

Aufgrund des Gesetzes vom 20. Juni 1978 zur Errichtung des autonomen Hafens von Namur und zur Abänderung des Gesetzes vom 12. Februar 1971 zur Errichtung des autonomen Hafens von Namur;

Aufgrund des Dekrets vom 25. Oktober 1984 zur Errichtung der "Société régionale wallonne du Logement" (Regionale Wohnungsbaugesellschaft für die Wallonie), abgeändert durch die Dekrete vom 1. Dezember 1988, vom 4. Juli 1991, vom 29. Oktober 1992, vom 7. Juli 1994 und vom 24. November 1994;

Aufgrund des Dekrets vom 23. April 1986 zur Errichtung der "Société wallonne des Distributions d'Eau" (Wallonische Wasserversorgungsgesellschaft), abgeändert durch die Dekrete vom 5. November 1987 und vom 25. Juli 1991;

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1988 zur Errichtung des "Office régional de l'Emploi" (Regionales Amt für Arbeitsbeschaffung), abgeändert durch die Dekrete vom 4. November 1993 und vom 26. Mai 1994;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines "Institut scientifique de Service public" (wissenschaftliches Institut öffentlicher Dienststellen);

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten, die auf das Personal der Dienststellen der Gemeinschafts- und Regionalregierungen und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbar sind, insbesondere des Artikels 9;

Aufgrund des Protokolls Nr. 167 vom 24. Februar 1995 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 13. März 1995 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 24. Februar 1995 abgegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der Zustimmung des föderalen Ministers der Pensionen;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Berufsbildung, des Ministers der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts, des Ministers der Öffentlichen Arbeiten, des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft und des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1. Die Personalmitglieder der der Wallonischen Region unterstehenden Einrichtungen öffentlichen Interesses, die ein vollzeitiges Amt ausüben, haben Recht auf einen politischen Urlaub zwecks der Ausübung eines politischen Mandats oder eines Amtes, das ihm gleichgestellt werden kann, und zwar in den nachstehenden Fällen und unter Einhaltung der hierunter festgelegten Modalitäten.

Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter "Personalmitgliedern" die endgültig ernannten oder zur Probezeit zugelassenen Bediensteten sowie die vertraglich angestellten Personalmitglieder.

Art. 2. Unter "politischem Urlaub zwecks der Ausübung eines politischen Mandats oder eines Amtes, das ihm gleichgestellt werden kann" versteht man:

1° entweder eine Dienstbefreiung, die keine Auswirkung auf die Verwaltungs- und Besoldungslage der Personalmitglieder hat;

2° der einen nicht obligatorischen politischen Urlaub, der auf Antrag der Personalmitglieder gewährt wird;

3° oder einen von Amts wegen gewährten politischen Urlaub, auf den die Personalmitglieder nicht verzichten können.

Art. 3. Auf Antrag der Personalmitglieder wird eine Dienstbefreiung zwecks der Ausübung der folgenden politischen Mandate gewährt:

1° Gemeindeberater, der weder Bürgermeister noch Schöffe ist, oder Mitglied eines Rates für Sozialhilfe, der nicht dessen Vorsitzender ist, in einer Gemeinde von:

a) höchstens 10.000 Einwohnern: ein halber Tag pro Monat;

b) 10.001 oder mehr Einwohnern: ein Tag pro Monat;

2° Bürgermeister, Schöffe oder Vorsitzender des Rates für Sozialhilfe in einer Gemeinde von:

höchstens 30.000 Einwohnern: ein Tag pro Monat;

3° Schöffe oder Vorsitzender des Rates für Sozialhilfe in einer Gemeinde von 30.001 bis 50.000 Einwohner: ein Tag pro Monat;

4° Mitglied des Rates der Deutschsprachigen Gemeinschaft, mit Ausnahme des Vorsitzenden: ein Tag pro Monat;

5° Provinzialberater, der kein Mitglied des Ständigen Ausschusses ist: ein Tag pro Monat.

Die Dienstbefreiung läßt sich nach Belieben des Betroffenen pro Tag oder halben Tag nehmen. Sie kann nicht von einem Monat auf den folgenden übertragen werden, außer wenn sie zwecks der Ausübung eines Mandats als Provinzialberater gewährt worden ist.

Art. 4. Auf Antrag der Personalmitglieder wird ein nicht obligatorischer politischer Urlaub zwecks der Ausübung eines der folgenden politischen Mandate gewährt:

1° Bürgermeister einer Gemeinde von:

a) höchstens 30.000 Einwohnern: ein bis vier Tage pro Monat;

b) von 30.001 bis 50.000 Einwohner: das Viertel einer Vollzeitbeschäftigung;

c) von 50.001 bis 80.000 Einwohner: die Hälfte einer Vollzeitbeschäftigung;

2° Schöffe oder Vorsitzender des Rates für Sozialhilfe in einer Gemeinde von:

a) höchstens 10.000 Einwohnern: ein bis drei Tage pro Monat;

b) von 10.001 bis 50.000 Einwohner: ein bis vier Tage pro Monat;

c) von 50.001 bis 80.000 Einwohner: das Viertel einer Vollzeitbeschäftigung;

d) von 80.001 bis 130.000 Einwohner: die Hälfte einer Vollzeitbeschäftigung;

3° Mitglied des ständigen Büros eines Rates für Sozialhilfe in einer Gemeinde von:

a) höchstens 10.000 Einwohnern: ein bis zwei Tage pro Monat;

b) von 10.001 bis 20.000 Einwohner: ein, zwei oder drei Tage pro Monat;

c) mehr als 20.000 Einwohnern: ein bis fünf Tage pro Monat;

4° Gemeindeberater, der weder Bürgermeister noch Schöffe ist, oder Mitglied eines Rates für Sozialhilfe, der nicht dessen Vorsitzender ist, in einer Gemeinde von:

a) höchstens 10.000 Einwohnern: ein halber Tag pro Monat;

b) 10.001 oder mehr Einwohnern: ein Tag pro Monat.

Art. 5. Die Personalmitglieder werden von Amts wegen in einen politischen Urlaub zwecks der Ausübung der folgenden politischen Mandate versetzt:

1° Bürgermeister einer Gemeinde von:

a) von 20.001 bis 30.000 Einwohner: zwei Tage pro Monat;

b) von 30.001 bis 50.000 Einwohner: das Viertel einer Vollzeitbeschäftigung;

c) von 50.001 bis 80.000 Einwohner: die Hälfte einer Vollzeitbeschäftigung;

d) mehr als 80.000 Einwohnern: vollzeitig;

2° Schöffe oder Vorsitzender des Rates für Sozialhilfe in einer Gemeinde von:

a) von 20.001 bis 50.000 Einwohner: zwei Tage pro Monat;

b) von 50.001 bis 80.000 Einwohner: das Viertel einer Vollzeitbeschäftigung;

c) von 80.001 bis 130.000 Einwohner: die Hälfte einer Vollzeitbeschäftigung;

d) mehr als 130.000 Einwohnern: vollzeitig;

3° Mitglied des ständigen Ausschusses eines Provinzialrates: vollzeitig;

4° Vorsitzender des Rates der Deutschsprachigen Gemeinschaft: vollzeitig;

5° Mitglied einer der gesetzgebenden Kammern, des Europäischen Parlaments, eines Gemeinschafts- bzw. Regionalrates, mit Ausnahme des Rates der Deutschsprachigen Gemeinschaft: vollzeitig;

6° föderaler, gemeinschaftlicher, regionaler Minister oder Staatssekretär oder Mitglied der Kommission der Europäischen Gemeinschaften: vollzeitig;

7° Mitglied des Rates der Region Brüssel-Hauptstadt: die Hälfte einer Vollzeitbeschäftigung;

8° Mitglied der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt: vollzeitig.

Der von Amts wegen gewährte politische Urlaub beginnt am Datum der Eidesleistung, die der Wahl oder der Bezeichnung zum erwähnten politischen Mandat folgt.

Art. 6. In Abweichung von Artikel 1 werden die Personalmitglieder, die ein nicht vollzeitiges Amt ausüben, jedoch von Amts wegen in einen vollzeitigen politischen Urlaub zwecks der Ausübung eines in Artikel 5 vorgesehenen politischen Mandats versetzt, soweit der entsprechende, von Amts wegen gewährte politische Urlaub mindestens die Hälfte einer Vollzeitbeschäftigung beträgt.

Art. 7. Für die Anwendung von Artikeln 3, 4 und 5 wird die Anzahl Einwohner gemäß den Bestimmungen von Artikeln 5 und 29 des neuen Gemeindegesetzes festgelegt.

Art. 8. § 1. Die Dauer des nicht obligatorischen oder von Amts wegen gewährten politischen Urlaubs wird nicht entlohnt. Sie wird Dienstperioden gleichgestellt.

Während der Dauer des von Amts wegen gewährten Urlaubs zwecks der Ausübung eines Mandats als Mitglied des Wallonischen Rates oder der Wallonischen Regierung sind die Personalmitglieder nicht berechtigt, ihre Rechte auf Beförderung geltend zu machen.

§ 2. Was die vertragsangestellten Personalmitglieder betrifft, wird der Vertrag während der Dauer des nicht obligatorischen oder von Amts wegen gewährten politischen Urlaubs ausgesetzt. Für die Beförderung im Gehalt wird diese Dauer als zulässige Dienstleistungszeit berücksichtigt.

Art. 9. § 1. Der politische Urlaub endet spätestens am letzten Tage des Monats, der dem Ende des Mandats folgt.

Zu diesem Zeitpunkt erhält der Betroffene seine statutarischen oder vertraglichen Rechte zurück. Wenn er in seiner Stelle nicht ersetzt worden ist, besetzt er diese Stelle wieder, wenn er seine Tätigkeit wieder aufnimmt. Wenn er ersetzt worden ist, wird er gemäß den von der Regierung festgelegten Bestimmungen in eine andere Stelle versetzt.

§ 2. Nach der Wiederaufnahme ihres früheren Amtes sind die Personalmitglieder nicht berechtigt, ihr Gehalt mit eventuellen Vorteilen, die mit der Ausübung von in Artikel 5 erwähnten politischen Mandaten verbunden sind und irgendeiner Vergütung zur Wiederanpassung entsprechen, zu verbinden.

Art. 10. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. April 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB,
den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung,
der Beschäftigung und der Berufsbildung,
A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,
B. ANSELME

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten,
J.-P. GRAFE

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTAALING

N. 95 — 1387

[C - 27209]

6 APRIL 1995. - Besluit van de Waalse Regering tot instelling van het politiek verlof voor de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Waalse Gewest

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 96, er ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de wet van 21 juni 1937 houdende oprichting van de autonome haven van Luik, gewijzigd bij de wet van 10 januari 1969;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, 1e lid, vervangen bij de wet van 22 juli 1993;

Gelet op de wet van 12 februari 1971 houdende oprichting van de autonome haven van Charleroi, gewijzigd bij de wet van 20 juni 1978;

Gelet op de wet van 20 juni 1978 houdende oprichting van de autonome haven van Namen en tot wijziging van de wet van 12 februari 1971 houdende oprichting van de autonome haven van Charleroi;

Gelet op het decreet van 25 oktober 1984 tot instelling van de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting, gewijzigd bij de decreten van 1 december 1988, 4 juli 1991, 29 oktober 1992, 7 juli 1994 en 24 november 1994;

Gelet op het decreet van 23 april 1986 houdende oprichting van een Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen, gewijzigd bij de decreten van 5 november 1987 en 25 juli 1991;

Gelet op het decreet van 16 december 1988 houdende oprichting van de Gewestdienst voor Arbeidsbemiddeling, gewijzigd bij de decreten van 4 november 1993 en 26 mei 1994;

Gelet op het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een Wetenschappelijk Openbaar Instituut voor het Waalse Gewest;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhankelijk;

Gelet op protocol nr. 167 van het sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 24 februari 1995;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 maart 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 24 februari 1995;

Gelet op de goedkeuring van de federale Minister voor Pensioenen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding, de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting, de Minister van Openbare Werken, de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw, en de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. De personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Waalse Gewest die een voltijds ambt uitoefenen, hebben, volgens de hierna bepaalde gevallen en modaliteiten, recht op politiek verlof voor het uitoefenen van een politiek mandaat of een ambt dat ermee gelijkgesteld kan worden.

In de zin van dit besluit moet onder "personeelsleden" worden verstaan de statutaire of stagedoende ambtenaren en de bij arbeidsovereenkomst aangenomen personeelsleden.

Art. 2. Onder "politiek verlof voor het uitoefenen van een politiek mandaat of een ambt dat ermee gelijkgesteld kan worden" dient te worden verstaan :

1° ofwel een vrijstelling van dienst die geen weerslag heeft op de administratieve en geldelijke toestand van de personeelsleden;

2° ofwel een facultatief politiek verlof dat op aanvraag van de personeelsleden wordt toegekend;

3° ofwel een politiek verlof van ambtswege waaraan de personeelsleden zich niet kunnen onttrekken.

Art. 3. Op de aanvraag van de personeelsleden wordt een vrijstelling van dienst toegekend voor de uitoefening van de volgende politieke mandaten :

1° gemeenteraadslid dat noch burgemeester noch schepen of lid van een raad voor maatschappelijk welzijn is, de voorzitter uitgezonderd, in een gemeente :

a) tot 10.000 inwoners : één halve dag per maand;

b) van 10.001 inwoners of meer : één dag per maand;

2° burgemeester, schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn van een gemeente tot 30.000 inwoners : één dag per maand;

3° schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van 30.001 tot 50.000 inwoners : één dag per maand;

4° lid van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap, de voorzitter uitgezonderd : één dag per maand;

5° provincieraadslid, niet-lid van de bestendige deputatie : één dag per maand.

De vrijstelling van dienst wordt naar keuze van de betrokkene genomen in dagen of halve dagen. Zij mag niet van een maand naar een andere worden overgedragen tenzij zij is toegekend voor het uitoefenen van een mandaat van provincieraadslid.

Art. 4. Op de aanvraag van de personeelsleden wordt een facultatief politiek verlof toegekend voor de uitoefening van de volgende politieke mandaten :

1° burgemeester van een gemeente :

a) tot 30.000 inwoners : één tot vier dagen per maand;

b) van 30.001 tot 50.000 inwoners : het vierde van een voltijds ambt;

c) van 50.001 tot 80.000 inwoners : de helft van een voltijds ambt;

2° schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn van een gemeente :

a) tot 10.000 inwoners : één tot drie dagen per maand;

b) van 10.001 tot 30.000 inwoners : één tot vier dagen per maand;

c) van 30.001 tot 80.000 inwoners : het vierde van een voltijds ambt;

d) van 80.001 tot 130.000 inwoners : de helft van een voltijds ambt;

3° lid van het bestendig bureau van een raad voor maatschappelijk welzijn van een gemeente :

a) tot 10.000 inwoners : één of twee dagen per maand;

b) van 10.001 tot 20.000 inwoners : één, twee of drie dagen per maand;

c) van meer dan 20.000 inwoners : één tot vijf dagen per maand;

4° gemeenteraadslid dat noch burgemeester, noch schepen of lid van een raad voor maatschappelijk welzijn is, de voorzitter uitgezonderd, in een gemeente :

a) tot 10.000 inwoners : één halve dag per maand;

b) van 10.001 inwoners of meer : één dag per maand.

Art. 5. De personeelsleden worden met politiek verlof van ambtswege gezonden voor de uitoefening van de volgende politieke mandaten :

1° burgemeester van een gemeente :

a) van 20.001 tot 30.000 inwoners : twee dagen per maand;

b) van 30.001 tot 50.000 inwoners : het vierde van een voltijds ambt;

c) van 50.001 tot 80.000 inwoners : de helft van een voltijds ambt;

d) van meer dan 80.000 inwoners : voltijds;

2° schepen of voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn van een gemeente :

a) van 20.001 tot 50.000 inwoners : twee dagen per maand;

b) van 50.001 tot 80.000 inwoners : het vierde van een voltijds ambt;

c) van 80.001 tot 130.000 inwoners : de helft van een voltijds ambt;

d) van meer dan 130.000 inwoners : voltijds;

3° lid van de bestendige deputatie van een provincieraad : voltijds;

4° voorzitter van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap : voltijds;

5° lid van een der Wetgevende Kamers, van het Europees Parlement, van een Gemeenschaps- of Gewestraad, die van de Duitstalige Gemeenschap uitgezonderd : voltijds;

6° Minister of Secretaris van de federale Staat, van een Gemeenschap of een Gewest of lid van de Commissie van de Europese Gemeenschappen : voltijds;

7° lid van de Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest : de helft van een voltijds ambt;

8° lid van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest : voltijds.

Het politiek verlof van ambtswege vangt aan op de datum van de eedaflegging volgend op de verkiezing of de aanstelling voor het bedoelde politiek mandaat.

Art. 6. In afwijking van artikel 1 worden de personeelsleden die geen voltijds ambt uitoefenen niettemin met voltijds politiek verlof van ambtswege gezonden voor de uitoefening van een in artikel 5 bepaald politiek mandaat voor zover daaraan een politiek verlof van ambtswege beantwoordt waarvan de duur ten minste de helft van een voltijds ambt belooft.

Art. 7. Voor de toepassing van artikelen 3, 4 en 5 wordt het aantal inwoners bepaald overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 5 en 29 van de nieuwe gemeentewet.

Art. 8. § 1. De periodes gedekt door een facultatief politiek verlof of een politiek verlof van ambtswege worden niet bezoldigd. Zij worden gelijkgesteld met periodes van dienstactiviteit.

Tijdens de periodes gedekt door een politiek verlof van ambtswege voor de uitoefening van een mandaat van lid van de Waalse Raad of Regering mogen de personeelsleden geen aanspraak maken op bevordering.

§ 2. Voor de bij arbeidsovereenkomst aangeworven personeelsleden wordt deze overeenkomst geschorst tijdens de periodes gedekt door een facultatief politiek verlof of een politiek verlof van ambtswege. Zij worden beschouwd als voor bevordering tot een hogere wedde in aanmerking komende diensten.

Art. 9. § 1. Het politiek verlof eindigt uiterlijk op de laatste dag van de maand die volgt op die tijdens welke het mandaat een einde neemt.

Vanaf dat ogenblik herkrijgt de belanghebbende zijn statutaire of contractuele rechten. Indien hij niet in zijn betrekking werd vervangen, bezet hij die betrekking wanneer hij zijn dienst hervat. Indien hij wel is vervangen, wordt hij voor een andere betrekking aangewezen overeenkomstig de door de Regering vastgestelde regeling.

§ 2. De personeelsleden mogen na hun wederopneming hun wedde niet cumuleren met voordelen die verbonden zijn aan de uitoefening van een in artikel 5 bedoeld mandaat en die een wederaanpassingsvergoeding uitmaken.

Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheden de administratie behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 april 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding,
A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,
B. ANSELME

De Minister van Openbare Werken,
J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 95 — 1388

[C — 27210]

6 AVRIL 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon instituant le congé politique pour les membres du personnel des Services du Gouvernement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 9;

Vu le protocole n° 167 du 24 février 1995 du Comité de secteur XVI;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 mars 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 février 1995;

Vu l'approbation du Ministre fédéral des Pensions;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,

Arrête :

Article 1er. Les membres du personnel des Services du Gouvernement qui exercent une fonction à temps plein ont droit, dans les cas et selon les modalités fixées ci-après, à un congé politique pour l'exercice d'un mandat politique ou d'une fonction qui peut y être assimilée.